temps de crise le débiteur subisse l'inconvénient d'une procédure légale que l'on pourrait considérer comme oppressive; cela est préférable à l'application d'une loi comme celle-ci, au dérangement et à la confusion qu'elle occasionne. J'inclinerais à partager l'avis de l'honorable député en ce qu'il a trait à ce qu'on pourrait appeler les dettes ordinaires stipulées par contrat dans les limites de notre territoire. Les tribunaux du pays sont revêtus de pouvoirs qui leur permettent d'ajourner les actions et de prévenir les abus en fixant le chiffre des frais judiciaires; aussi, mon honorable ami peut-il m'en croire, il ne suffirait pas, pour ce qui concerne les dettes ordinaires, d'une simple pression pour me déterminer à mettre en vigueur cette loi exceptionnelle.

Toutefois, la question est plus vaste que cela. A l'occasion de la deuxième lecture j'aurai le plaisir de faire part à la Chambre de ce que l'on a fait en Grande-Bretagne et de la situation ainsi créée aux accepteurs canadiens de lettres de change, aux compagnies et aux personnes dont les valeurs étaient payables à Londres. Il est heureux pour le Canada que la chose soit survenue au mois d'août.

Comme je l'ai déjà dit, le décret moratoire lancé en Grande-Bretagne était, à certaines exceptions près, applicable aux lettres de change acceptées avant la déclaration de guerre, et subséquemment on le rendit applicable, sauf en certains cas d'importance secondaire, à tous les paiements à être effectués en vertu de contrats. Mais on eut soin de faire en sorte qu'il ne visât point les engagements contractés en Grande-Bretagne par les particuliers, les maisons ou sociétés ayant leur siège hors des Iles-Britanniques. De cette façon, les compagnies canadiennes et autres, de même que les particuliers ayant à faire face à des engagements à Londres dans le cours du mois d'août, n'étaient pas admis à bénéficier du décret moratoire, tandis que ce même décret les empêchait, aussi longtemps qu'il resterait en vigueur, de percevoir ce qui leur était dû en Grande-Bretagne.

Les maisons ayant leur siège social hors de la Grande-Bretagne étaient obligées de payer leurs dettes, tandis que les maisons anglaises se trouvaient dispensées d'en faire autant; le décret moratoire suspendait l'exécution des engagements.

Je dois dire que, sauf en ce qui concerne les lettres de change acceptées, les maisons financières de Londres n'ont pour ainsi dire pas tenu compte du décret moratoire et ont refusé de s'en prévaloir. Grâce au geste

splendide qu'eut le gouvernement impérial en garantissant à la Banque d'Angleterre le remboursement de l'escompte de toutes les acceptations antérieures à la déclaration de la guerre, le 4 août, la situation s'est très sensiblement améliorée, et, à l'heure qu'il est, le décret moratoire occasionne relativement peu d'inconvénients aux intérêts canadiens.

L'hon. M. PUGSLEY: Combien de temps sera-t-il en vigueur?

L'hon. M. WHITE: Jusqu'au 4 septembre—un mois à compter du 4 août.

L'hon. M. PUGSLEY: Après quoi il ne sera plus en vigueur?

L'hon. M. WHITE: A moins de prorogation de délai. L'objet du décret était de suspendre pendant un mois l'échéance des lettres de change acceptées antérieurement au 4 août. Les maisons financières d'Angleterre n'en ont tenu compte qu'à l'égard des acceptations, et l'intervention du Gouvernement a très sensiblement dégagé la situation. Je me suis enquis avec le plus grand soin auprès du haut commissaire intérimaire de la situation que le décret moratoire créerait aux compagnies canadiennes obligées de faire des versements à compte de l'intérêt, du fonds d'amortissement et du principal dans le cours d'août.

Le mois d'août, fort heureusement, est ce qu'on appelle un mois de liberté au point de vue financier. Il n'y a que peu de paiements du chef de l'intérêt et du fonds d'amortissement à effectuer au cours de ce mois, et les versements à compte du principal se font habituellement le 1er juillet ou le 1er janvier.

Le Canada a été favorisé sous un autre rapport. Nombre de nos institutions financières avaient, dans le cours ordinaire des affaires, accepté des lettres de change qui étaient parties du Canada ou de New-York. Le décret moratoire suspendait pendant un mois le paiement des effets dont l'échéance était antérieure au 4 août.

Aux termes de la loi et en vertu d'un précédent judiciaire établi à l'occasion de la guerre de 1870, la suspension de l'obligation de l'accepteur entraîne "ipso facto" celle du tireur et de l'endosseur. Ainsi le décret moratoire en premier lieu mis en vigueur en Grande-Bretagne ne différerait pas seulement la date du paiement de la lettre de change au profit de l'accepteur, il prolongeait également la responsabilité du tireur et de l'endosseur. Le gouvernement anglais lança subséquemment une nouvelle proclamation portant tout particulièrement sur ce point.